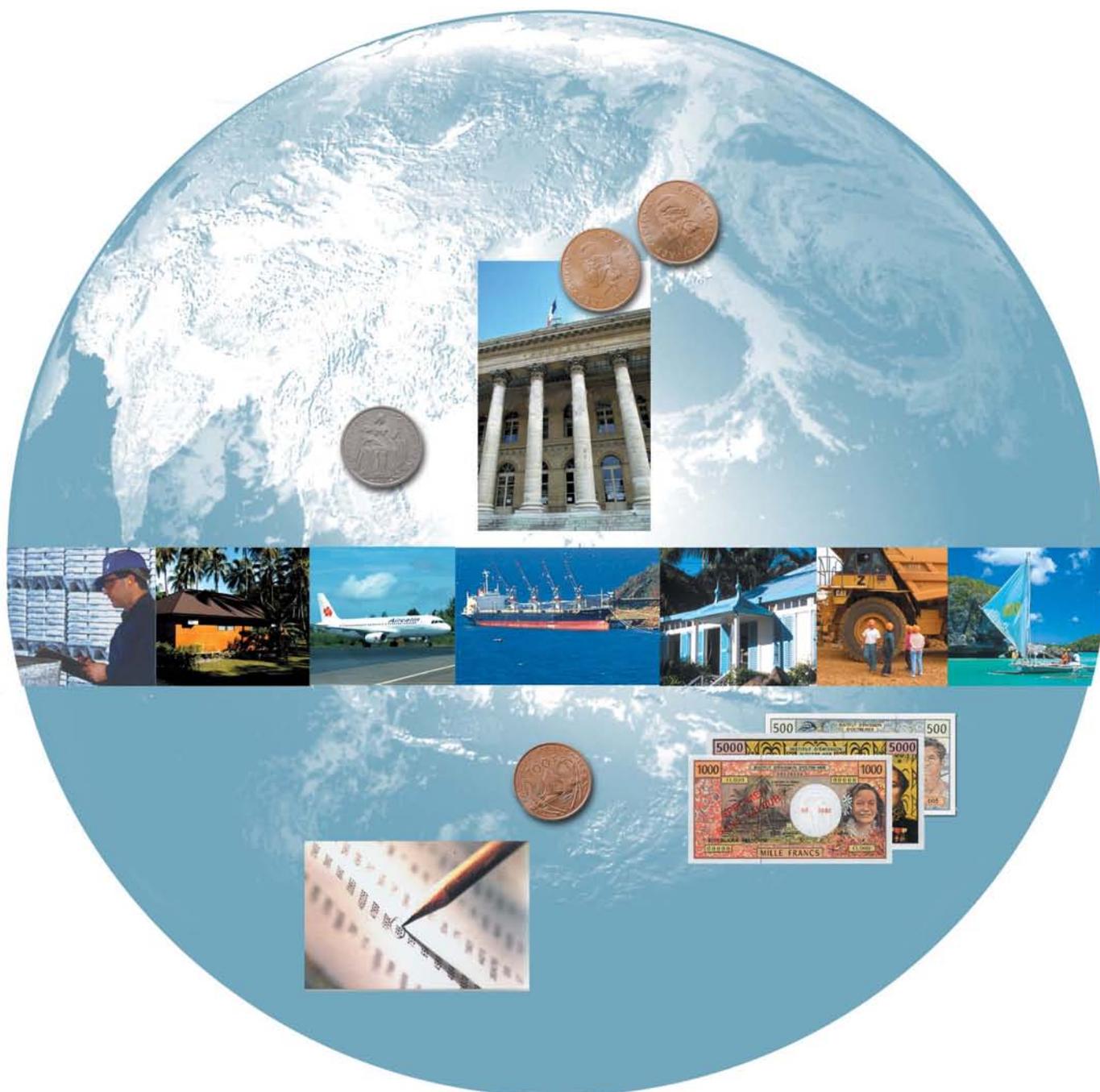


Nouvelle-Calédonie

RAPPORT ANNUEL

La balance des paiements

2008



SOMMAIRE

LES GRANDS TRAITES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA NOUVELLE-CALEDONIE EN 2008 P 2

I - Avant-propos P 4

II - Remarques liminaires P 5

III - Les révisions méthodologiques P 6

IV - L'environnement économique de la Nouvelle-Calédonie en 2008..... P 7

ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

V - Le compte de transactions courantes..... P 9

5.1 Les biens

5.2 Les services

5.3 Les revenus

5.4 Les transferts courants

VI - Le compte de capital P 19

VII - Le compte financier P 20

7.1 Les investissements directs

7.2 Les investissements de portefeuille

7.3 Les autres investissements

7.4 Les avoirs de réserve

VIII - Les erreurs et omissions nettes..... P 27

* * *

Annexe 1 : La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie 2006-2008..... P 28

Annexe 2 : Graphiques des soldes du compte de transactions courantes et du compte financierP 30

Annexe 3 : Périmètre de déclaration de la balance des paiements.....P 31

LES GRANDS TRAITES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS¹ DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2008

L'activité économique de la Nouvelle-Calédonie a été dynamique en 2008, à l'exception du secteur nickel qui a, d'une part, subi la chute des prix du nickel et, d'autre part, connu une baisse de la production.

En 2008, le solde du compte de transactions courantes de la Nouvelle-Calédonie enregistre un déficit de 106,3 milliards de F CFP, le plus fort déficit depuis l'établissement de la balance des paiements du territoire. Le solde du compte financier présente un excédent de 117,4 milliards de F CFP (cf. tableau 1).

Tableau 1 : Principaux postes de la Balance des paiements en Nouvelle-Calédonie

<i>en milliards de F CFP</i>	Crédits			Débits			Soldes		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2006	2007	2008
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	289,7	362,7	302,0	329,1	385,3	408,3	-39,4	-22,6	-106,3
Biens	127,9	186,6	110,6	183,8	225,8	246,0	-55,9	-39,3	-135,4
Services	43,1	47,5	49,3	107,5	115,3	113,6	-64,3	-67,8	-64,3
Revenus	57,1	60,3	63,9	16,9	17,3	19,3	40,2	43,0	44,6
Transferts courants	61,6	68,3	78,3	20,9	26,9	29,5	40,7	41,5	48,8
COMPTE DE CAPITAL	1,1	1,2	1,6	0,7	0,9	1,5	0,4	0,3	0,1
COMPTE FINANCIER	530,1	671,8	776,4	484,5	648,6	659,0	45,6	23,2	117,4
Investissements directs	169,0	215,8	231,4	100,6	158,9	111,5	68,4	56,9	119,9
Investissements de portefeuille	65,8	89,8	121,5	69,0	101,3	103,9	-3,2	-11,5	17,6
Autres investissements	295,3	366,3	423,5	314,8	388,4	443,7	-19,5	-22,2	-20,1
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	0,0	0,0	0,0	6,6	0,9	11,2	-6,6	-0,9	-11,2

Le compte de transactions courantes

Le compte de transactions courantes se caractérise par un solde déficitaire de -106,3 milliards de F CFP en 2008, contre -22,6 milliards de F CFP en 2007. Cette nette dégradation provient principalement du déficit des échanges de biens. Les exportations de nickel sont en nette baisse en 2008, après une année 2007 particulièrement favorable. Le déficit du solde des services est, quant à lui, en légère réduction par rapport à 2007. Il atteint -64,3 milliards de F CFP en 2008 (contre -67,8 milliards de F CFP en 2007).

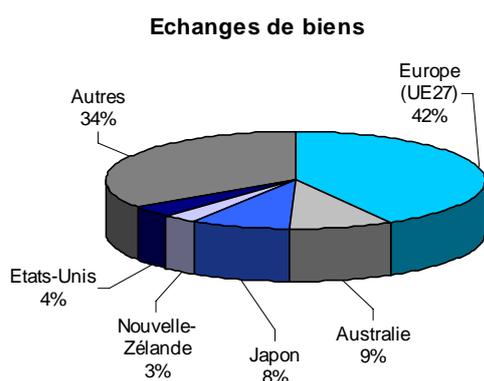
Le solde excédentaire des revenus (+44,6 milliards de F CFP) et des transferts courants (+48,8 milliards de F CFP) continue de croître en 2008 et contribue à limiter le déficit des transactions courantes. Les revenus sont constitués principalement des salaires versés aux fonctionnaires en provenance de la métropole. Le solde des transferts courants provient en grande partie des administrations publiques métropolitaines et finance les dépenses d'équipement (investissements, travaux d'infrastructures) et de fonctionnement des administrations publiques de la Collectivité territoriale.

¹ Les chiffres de 2006 et 2007 ont été révisés.

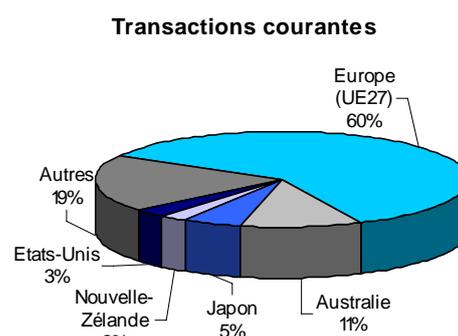
La répartition géographique des flux de transactions courantes

Sur le plan géographique, l'Union européenne reste le premier partenaire de la Nouvelle-Calédonie avec 42 % des échanges de *biens* (exportations + importations), dont 24 % pour la Métropole (cf. graphique 1). L'Australie (9 % des échanges) est le deuxième partenaire devant le Japon (8 %). Pour l'ensemble des flux de *transactions courantes*, les pourcentages s'établissent respectivement à 60 % (dont 49 % pour la Métropole), 11 % et 5 % (cf. graphique 2).

Graphiques 1 et 2 : Répartition géographique des échanges de biens et des flux de transactions courantes en Nouvelle-Calédonie



Source : Douanes-ISEE



Sources : Douanes-ISEE, Balance en règlements

Le compte financier

Le compte financier regroupe les échanges d'actifs financiers entre la Nouvelle-Calédonie et le reste du monde. Par construction, ils équilibrent le solde des transactions courantes et sont distingués selon trois grandes catégories d'actifs : les investissements directs, qui retracent les opérations de fusions-acquisitions impliquant un transfert d'actifs, les créations de structures productives ou les extensions de capacités de filiales déjà existantes ; les investissements de portefeuille qui mesurent les achats et ventes de titres ; les « autres investissements », qui recouvrent les opérations de prêts et emprunts.

Le compte financier fait apparaître pour 2008 des entrées nettes de capitaux pour un montant de 117 milliards de F CFP.

Les investissements directs (ID) des entreprises étrangères en Nouvelle-Calédonie sont soutenus. Ils ont atteint en 2008 un total de 226 milliards de F CFP après 210 milliards en 2007. Le solde net des ID se traduit par une entrée nette de capitaux de près de 120 milliards de F CFP en Nouvelle-Calédonie.

Les investissements de portefeuille ont enregistré un solde positif, après un solde négatif sur deux années consécutives en 2007 et 2006. Les résidents ont procédé au cours de l'année sous revue à des ventes nettes de titres de non-résidents pour 17,6 milliards de F CFP.

Enfin, les autres investissements, qui retracent notamment les opérations de dépôt et de crédit vis-à-vis de l'extérieur de la part de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), des administrations publiques, du système bancaire et des « autres secteurs », se soldent par des sorties nettes de 20,1 milliards de F CFP, contre 22,2 milliards de F CFP en 2007.

I - AVANT-PROPOS

La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie est élaborée sur la base des déclarations effectuées par l'ensemble des établissements de crédit de la place, ainsi que par le Trésor public, le Centre financier de l'Office des Postes et Télécommunications (OPT) et l'Agence Française de Développement.

Plusieurs entreprises du secteur marchand (industries, compagnies aériennes, compagnies pétrolières) fournissent également des informations au titre de déclarants directs.

Enfin, l'Institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie (ISEE) communique les chiffres relatifs au commerce extérieur de la Nouvelle-Calédonie centralisés par le service des Douanes et les chiffres relatifs à la rubrique « voyages ».

Il convient de remercier l'ensemble de ces déclarants pour le travail accompli et tout particulièrement les personnes qui, dans les banques, les entreprises et les organismes publics, ont contribué à l'élaboration de cette balance des paiements.

II – Remarques liminaires

La balance des paiements est un document statistique présenté suivant les règles de la comptabilité en partie double, qui rassemble et ordonne, dans un cadre défini, l'ensemble des opérations économiques et financières donnant lieu à transfert de propriété entre les résidents d'un territoire économique et les non-résidents¹ au cours d'une période donnée. La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie recense les flux entre les résidents du territoire et les non-résidents (l'étranger et le reste de la France²) sur une période annuelle : opérations sur biens et services, revenus, transferts et flux financiers. Pour les opérations non financières, c'est en quelque sorte le compte de résultat de la Nouvelle-Calédonie vis-à-vis de l'extérieur, qui trouve sa traduction financière dans le même document. Les données recensées dans la balance des paiements fournissent des éléments d'information précieux pour les différents acteurs économiques de la Nouvelle-Calédonie.

Le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie avait chargé dès 1998 l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) d'établir, en liaison avec la Banque de France, une balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie. Sa mise en chantier répondait à deux objectifs :

– apporter aux autorités de l'État et de la Nouvelle-Calédonie un meilleur éclairage sur les échanges extérieurs ;

– mettre l'appareil statistique français en conformité avec la réglementation européenne : selon la décision du 26 juillet 1991 de la Commission des Communautés européennes, les collectivités d'outre-mer du Pacifique, telle la Nouvelle-Calédonie, n'appartiennent pas au territoire économique de l'Union européenne. Il est donc nécessaire de pouvoir isoler leurs échanges au sein de la balance des paiements de la France et, en pratique, d'établir leur propre balance des paiements.

Pour ce faire, il a été demandé aux établissements de crédit situés en Nouvelle-Calédonie ainsi qu'au Trésor Public et au Centre financier de l'Office des Postes et Télécommunications de rendre compte de tous les paiements qu'ils émettent ou qu'ils reçoivent, entre la Nouvelle-Calédonie et le reste de la France, pour leur propre compte ou pour le compte de leur clientèle. Ces déclarations se sont ajoutées au recensement des opérations réalisées avec l'étranger que les établissements de crédit déclarent depuis plusieurs années. Ainsi, la balance des paiements retrace-t-elle l'ensemble des mouvements financiers et non financiers entre les résidents calédoniens et les non-résidents.

Depuis 2009, la loi no 2009-594 pour le développement économique des outre-mer du 27 mai 2009 charge « l'Institut d'émission d'outre-mer [d'établir] la balance des paiements des territoires relevant de sa zone d'émission (article 56). Il est habilité à se

¹ Rappelons qu'est considérée comme résidente en Nouvelle-Calédonie, au sens de la balance des paiements, toute personne physique ayant son centre d'intérêt principal en Nouvelle-Calédonie, quelle que soit sa nationalité ou sa situation fiscale. Sont aussi considérées comme résidentes les personnes morales pour leurs seuls établissements situés en Nouvelle-Calédonie.

² Par « reste de la France », il faut entendre la France métropolitaine (y compris la principauté de Monaco), les quatre départements français d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer de la Polynésie française et de Wallis et Futuna, ainsi que la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et la collectivité départementale de Mayotte.

faire communiquer tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour l'exercice de cette mission par les établissements et les entreprises exerçant leur activité sur ces territoires. »

III – Les révisions méthodologiques

Plusieurs modifications ont été apportées à la balance des paiements en 2008. La révision des données a été également appliquée sur les années 2006 et 2007.

Les données douanières sur les exportations de nickel ont été redressées sur la base des données enregistrées par la DIMENC (Direction de l'Industrie des Mines et de l'Energie de Nouvelle-Calédonie). Pour des raisons techniques, les douanes enregistrent la valeur provisoire du minerai au moment de l'exportation, mais pas sa valeur définitive. La valeur des douanes des exportations de nickel n'étant pas définitive, les données DIMENC sont préférées aux données douanières. La ligne « corrections » appliquée aux données douanières dans le sens des recettes (crédits) intègre la révision des exportations de nickel selon les données DIMENC, en plus du traitement des opérations sans paiement. Cette révision a eu un impact substantiel sur la ligne « marchandises générales » côté crédits puisqu'elle a conduit à relever son montant de 14 milliards de F CFP en 2006 et 19 milliards de F CFP en 2007 ; en revanche, en 2008, elle s'est traduite par une réduction des exportations de marchandises générales de 1,6 milliard de F CFP.

Tableau 2 : Impact du redressement des données douanières en balance des paiements à partir des données de la DIMENC

<i>en millions de F CFP</i>	Crédits			
	2006	2007	2008	var 2008/2007
Marchandises générales	113 319	166 942	110 169	-34%
<i>données douanières</i>	<i>113 858</i>	<i>167 245</i>	<i>110 361</i>	<i>-34%</i>
<i>corrections (sans DIMENC)</i>	<i>-539</i>	<i>-303</i>	<i>-192</i>	<i>-37%</i>
Marchandises générales	127 667	185 633	108 516	-42%
<i>données douanières</i>	<i>113 858</i>	<i>167 245</i>	<i>110 361</i>	<i>-34%</i>
<i>corrections (avec DIMENC)</i>	<i>13 809</i>	<i>18 387</i>	<i>-1 845</i>	<i>ns</i>

La répartition dans les différentes rubriques de la balance des paiements des opérations enregistrées sous un code simplifié (sans précision sur la nature de l'opération) a été modifiée afin de mieux l'adapter aux caractéristiques économiques de la Nouvelle-Calédonie, alors que l'ancienne grille de répartition correspondait à celle utilisée pour la France.

La rubrique « services des administrations publiques » enregistre dans le sens des recettes (crédits), la consommation des militaires (considérés par convention comme non-résidents), estimée par la part des salaires versée ou transférée localement, qui alimente par conséquent l'économie de la collectivité. Il a été estimé que 70 % des salaires versés aux forces armées sont consommés en Nouvelle-Calédonie au lieu d'une proportion de 50 % auparavant.

L'achat de 3 airbus par Aircalin en 2003 et 2004 (deux A330 et un A320) a donné lieu à un financement complexe faisant intervenir des résidents et non-résidents. Les données fournies par les différents acteurs de ce financement ont permis un meilleur enregistrement en balance des paiements de ces opérations. La rubrique « Autres investissements – Engagements » du compte financier a notamment été impactée par l'intégration de ces différents mouvements financiers.

IV - L'environnement économique de la Nouvelle-Calédonie en 2008

L'année 2008 a été marquée par le ralentissement de l'activité économique dans l'ensemble des régions du monde. L'incidence négative de la crise financière sur l'économie réelle a entraîné une baisse de la demande interne (consommation et investissement) et a été amplifiée en fin d'année par une contraction sensible du commerce international, générant un net recul de la production ainsi que des suppressions d'emplois importantes.

En Nouvelle-Calédonie, seul le secteur du nickel a subi la crise économique

L'activité en Nouvelle-Calédonie a été plutôt bien orientée, en dehors du secteur du nickel, comme en témoigne le niveau relativement élevé de l'indice de climat des affaires¹, même s'il s'est légèrement détérioré au quatrième trimestre. Les institutions financières ont continué à soutenir l'économie par la distribution de crédits.

En revanche, le ralentissement de l'activité mondiale a entraîné un retournement du cycle haussier sur le prix des matières premières. Le nickel a vu son prix divisé par trois entre janvier et décembre. Cette chute des prix s'ajoute, en Nouvelle-Calédonie, à une mauvaise année en termes de production.

Enfin, des mouvements sociaux ont perturbé l'activité dans certains secteurs (automobile et immobilier notamment) à la fin de l'année.

Au total, selon de premières estimations (comptes économiques rapides de l'outre-mer-ISEE), la croissance de l'économie calédonienne aurait ralenti à +0,2 % en volume en 2008 contre +5,6 % en 2007. Hors nickel, la croissance est estimée à +4,0 %.

Fin de la baisse des demandes d'emplois et inflation élevée

Avec une hausse relativement limitée des demandeurs d'emploi (+0,4 % en moyenne sur l'année), l'année 2008 marque la fin du cycle baissier initié en 2002. Cependant, la progression du nombre de salariés est de 5,6 % et les nouvelles offres d'emplois ont connu une croissance de 18,2 %.

L'inflation atteint 3,7 % à la fin du mois de décembre, soit la plus forte hausse enregistrée en fin d'année depuis 10 ans. Les tensions sur les prix ont concerné l'ensemble des grands postes (alimentation, produits manufacturés et services), mais la hausse la plus notable concerne les produits alimentaires avec une progression de 4,6 % sur l'ensemble de l'année. Cette augmentation est notamment liée à l'évolution des cours mondiaux des matières premières agricoles, mais aussi à des problèmes d'offre de produits locaux engendrés par les intempéries du premier semestre.

L'inflation a aussi concerné le secteur du BTP ; la progression de l'indice BT 21, représentatif des coûts de construction, est de 10 % à fin décembre. Par voie de conséquence, l'indice de révision des loyers, mis en place en 2007, augmente de 4,7 % sur un an.

¹ L'indice de climat des affaires est un indicateur résumant l'information contenue dans les principaux soldes d'opinions de l'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprises conduite par l'IEOM.

Dynamisme de la demande des ménages et de l'investissement des entreprises

En 2008, la consommation des ménages est demeurée soutenue. Les importations en valeur d'articles d'ameublement, d'habillement et de produits alimentaires progressent respectivement de 28 %, 10 % et 15 % sur un an.

L'encours des crédits à la consommation des ménages a continué de croître à un rythme plus élevé que l'année précédente (+5,5 % contre +4,4 % sur un an). La même accélération est observée pour les investissements immobiliers, avec une augmentation des encours de crédits immobiliers aux ménages de 13,6 % en glissement annuel contre 12,4 % en 2007.

L'investissement des entreprises s'est également avéré dynamique, comme en atteste la croissance forte des crédits d'investissements (+16,2 %). A fin décembre, les importations de véhicules utilitaires ont augmenté de 24,5 %. Si les immatriculations de véhicules utilitaires ont continué de marquer le pas (-2,4 %) et si les importations de biens d'équipements ont connu un recul de 2,7 %, il convient de relativiser ces deux baisses. En effet, elles sont liées au niveau exceptionnellement élevé de ces grandeurs en 2007. Le niveau 2008 est ainsi supérieur de 17,9 % à celui de 2006 pour les importations de biens d'équipement et de 14,1 % pour les immatriculations de véhicules utilitaires.

Les encours des crédits à la construction des entreprises ont également continué de progresser à un rythme soutenu (+9,1 %).

Le crédit bancaire continue d'alimenter la croissance calédonienne

Le crédit bancaire distribué par les établissements locaux a soutenu la croissance avec une progression de l'ensemble des concours à l'économie de 11,3 %, ces derniers s'établissant à 537 milliards de F CFP. La progression des encours en faveur des ménages a même été supérieure à celle des quatre dernières années. Pour les entreprises, la croissance est un peu plus faible que celle des deux années précédentes mais elle est restée vive à 13,6 %. Cette évolution s'est faite sans hausse du risque, le taux de créances douteuses ayant diminué de 0,5 point à 2,5 %.

La progression des actifs détenus par les agents économiques auprès des banques locales a ralenti mais atteint cependant 9,4 % à 398 milliards de F CFP (contre 12,0 % en 2007). Cette moindre croissance provient d'une décélération des dépôts à terme dont la croissance, de plus de 30 % en 2007, s'établit en 2008 à 18,5 %. La masse monétaire (M3) enregistre à nouveau une progression élevée (à 9,8 %).

ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

V - Le compte de transactions courantes

En 2008, le compte de **transactions courantes** présente un solde déficitaire de 106,3 milliards de F CFP, après un déficit de 22,6 milliards de F CFP en 2007.

L'aggravation de ce déficit est entièrement imputable aux échanges de biens (- 135,4 milliards de F CFP, après - 39,3 milliards de F CFP en 2007), alors que le solde déficitaire des services s'est réduit (- 64,3 milliards de F CFP, après - 67,8 milliards de F CFP en 2007).

Les revenus, composés principalement des salaires versés par des entités non-résidentes, enregistrent un excédent de 44,6 milliards de F CFP, en légère hausse par rapport à 2007 (+1,6 milliards de F CFP).

Les transferts courants, constitués essentiellement des opérations du secteur des administrations publiques, dégagent un excédent de 48,8 milliards de F CFP, en augmentation de 7,3 milliards de F CFP par rapport à 2007.

Tableau 3 : Principaux postes du compte de transactions courantes en Nouvelle-Calédonie

<i>en millions de F CFP</i>	Crédits			Débits			Soldes		
	2006 (1)	2007 (1)	2008	2006 (1)	2007 (1)	2008	2006 (1)	2007 (1)	2008
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	289 732	362 653	302 031	329 094	385 298	408 281	-39 362	-22 645	-106 250
Biens	127 905	186 558	110 552	183 837	225 843	245 955	-55 933	-39 285	-135 403
Services	43 113	47 471	49 295	107 458	115 311	113 574	-64 345	-67 840	-64 279
<i>dont "Voyages"</i>	<i>11 629</i>	<i>12 388</i>	<i>12 347</i>	<i>12 253</i>	<i>13 012</i>	<i>13 651</i>	<i>-625</i>	<i>-624</i>	<i>-1 304</i>
Revenus	57 101	60 297	63 926	16 912	17 290	19 289	40 189	43 007	44 637
Transferts courants	61 613	68 327	78 258	20 887	26 853	29 462	40 726	41 473	48 796

(1) chiffres révisés

5.1 Les biens

Les données douanières, principale source utilisée pour l'établissement de la balance des biens, font l'objet de plusieurs retraitements en balance des paiements. D'une part, les biens exportés ou importés en vue de transformation pour lesquels il n'y a pas eu transfert de propriété doivent être exclus du champ des « marchandises générales » (cf. encadré 1). D'autre part, les importations doivent être ramenées à leur valeur FAB, ce qui permet d'obtenir un solde d'échanges de biens FAB-FAB cohérent (cf. encadré 2) ; les frais d'expédition (transports, assurances) doivent être dans le même temps réaffectés aux rubriques de services concernées. Par ailleurs, la balance des paiements prend en compte, au titre des échanges de biens, les montants relatifs à l'avitaillement des avions et des navires, opérations qui n'apparaissent pas dans les statistiques douanières (cf. encadré 1).

Encadré 1 : les échanges de biens dans la balance des paiements

En balance des paiements, les échanges de biens sont retracés sur trois lignes :

- *la ligne « marchandises générales » où sont comptabilisées les importations et les exportations stricto sensu, c'est-à-dire les échanges de biens s'accompagnant d'un transfert de propriété ; cette ligne comprend aussi les opérations sans paiement mais avec transfert de propriété telles que les dons effectués au titre de l'aide humanitaire ou encore les envois d'échantillons ;*
- *la ligne « travail à façon et réparations », où apparaissent les échanges ne donnant pas lieu à transfert de propriété mais à paiement ; il s'agit notamment des travaux de transformation ou de perfectionnement tels que le traitement des produits textiles, des métaux, le raffinage pétrolier, le montage de pièces détachées ; en outre, cette ligne comprend la valeur des réparations qui sont exclues du champ statistique des douanes ;*
- *la ligne « avitaillement » où sont comptabilisés les biens consommés au cours de leur transport ; il s'agit à l'exportation des ventes, notamment de carburants, de provisions et de fournitures, à des navires et à des avions étrangers lorsqu'elles sont effectuées dans les ports et aéroports du territoire concerné (et symétriquement à l'importation) ; ces opérations n'apparaissent pas dans les statistiques douanières.*

Encadré 2 : la correction CAF-FAB des données douanières pour la balance des paiements

Dans les statistiques douanières, les marchandises exportées sont enregistrées à leur valeur déclarée à la frontière du pays exportateur (valeur à la frontière du territoire calédonien si la Nouvelle-Calédonie est l'exportateur), soit FAB¹, et les marchandises importées à leur valeur déclarée à la frontière du pays importateur (valeur à la frontière du territoire calédonien si la Nouvelle-Calédonie est l'importateur), soit CAF².

En revanche, et conformément à la méthodologie internationale, les échanges de marchandises sont enregistrés en balance des paiements sur une base FAB / FAB.

Ainsi, le coût du transport et de l'assurance payé entre la frontière du pays exportateur et celle du pays importateur, inclus dans le prix du bien enregistré par les Douanes, ne doit pas être pris en compte à la ligne « marchandises générales » de la balance des paiements, car il rémunère des activités relevant de services. Il est donc nécessaire de diminuer le montant des importations du coût d'acheminement des marchandises depuis la frontière du pays d'origine jusqu'à la frontière de la Nouvelle-Calédonie pour obtenir une base homogène FAB / FAB.

La Nouvelle-Calédonie, comme la majorité des économies insulaires, est très dépendante de l'extérieur pour la fourniture de biens d'équipement ou de consommation.

¹ La valeur FAB (franco à bord) comprend le prix de la marchandise à la sortie de l'usine plus le coût de son acheminement jusqu'au port ou jusqu'à l'aéroport du pays exportateur.

² La valeur CAF (coût, assurance, fret) comprend la valeur de la marchandise à la sortie de l'usine, augmentée des coûts d'acheminement jusqu'à la frontière du pays importateur (transport international, assurance ...).

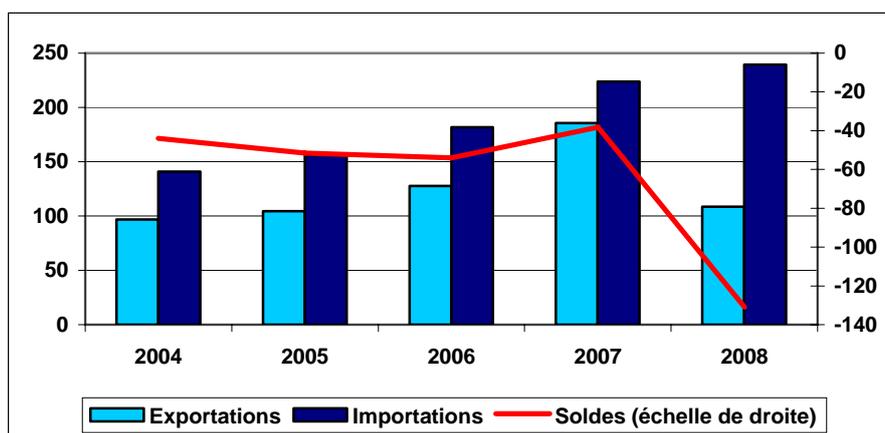
En 2008, le déficit de la ligne « marchandises générales »¹ se creuse de plus de 90 milliards de F CFP, pour atteindre le niveau record de 131,0 milliards de F CFP, sous l'effet principal de la forte baisse des exportations (-77 milliards de F CFP) et dans une moindre mesure de la progression des importations (+16 milliards de F CFP ; cf. tableau 4 et graphique 3). Le taux de couverture des importations par les exportations² recule ainsi de 38 points, pour s'établir à 45 %.

Tableau 4 : Balance des biens de la Nouvelle-Calédonie

en millions de F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2006 (1)	2007 (1)	2008	2006 (1)	2007 (1)	2008	2006 (1)	2007 (1)	2008
BIENS	127 905	186 558	110 552	183 837	225 843	245 955	-55 933	-39 285	-135 403
Marchandises générales	127 667	185 633	108 516	181 732	223 870	239 489	-54 065	-38 237	-130 973
- données douanières (FAB/FAB)	113 858	167 245	110 361	188 609	232 051	247 797	-74 751	-64 806	-137 436
- corrections	13 809	18 387	-1 845	-6 877	-8 182	-8 308	20 686	26 569	6 463
Avitaillement	226	896	2 025	2 076	1 958	6 461	-1 850	-1 062	-4 435
Travail à façon et réparations	12	30	11	30	15	6	-18	14	5

(1) chiffres révisés

Graphique 3 : Echanges de marchandises générales en Nouvelle-Calédonie
En milliards de F CFP



Les importations de biens en valeur mesurées CAF par les douanes et l'ISEE sont disponibles à un niveau fin (par produit)³. **En 2008, elles ont continué de progresser à un rythme soutenu** (+7,4 %), sous l'influence de la consommation des ménages et des différents chantiers en cours, notamment celui de l'usine métallurgique du Sud. Les importations de biens d'équipement, dont une grande partie lui a été destinée, ont certes connu un léger recul par rapport à 2007 (-3,6 %), mais restent à un niveau élevé. L'année 2007 avait, en effet, enregistré un pic d'importations liées au chantier de l'usine du Sud. De la même manière, dopées par le dynamisme de l'économie calédonienne, les importations de biens intermédiaires ont connu une hausse de 20,5 % sur la même période. Les importations de

¹ Données douanières FAB/FAB redressées avec les données DIMENC et pour ne conserver que les seules opérations avec transfert de propriété.

² Mesuré à partir des données douanières FAB/FAB recensées dans la balance des paiements (non redressées comme mentionné ci-dessus), ce taux atteint aussi 45 %, mais en retrait de « seulement » 28 points par rapport à l'année 2007.

³ En revanche, comme c'est l'usage, la correction CAF-FAB pour la balance des paiements n'est appliquée qu'au total des importations.

biens de consommation courante, de l'industrie automobile et des industries agricoles et alimentaires ont affiché des rythmes de croissance soutenus du fait de la vigueur de la consommation des ménages. Les importations de produits énergétiques progressent de 42,2 % en valeur en raison de la croissance de l'économie mais surtout de la hausse de 36,2 % du prix moyen du baril de pétrole en 2008. Entre 2000 et 2008, la part de l'énergie dans les importations est ainsi passée ainsi de 14 % à 19 %.

Les exportations de biens en valeur mesurées FAB par les douanes et l'ISEE sont en recul de 40,5 % sur l'année 2008¹. Elles ont été principalement impactées par la baisse des exportations dans le secteur du nickel. Ainsi, les exportations de minerai et de métal ont diminué respectivement de 63 % et 35 % sur un an. Ces évolutions s'expliquent par la baisse de la production locale et la chute du cours du nickel au London Metal Exchange (LME). Les productions de minerai et de métal ont reculé respectivement de 18,5 % et 14,7 % par rapport à 2007, principalement en raison d'intempéries en début d'année et de la réfection d'un des fours de l'usine de Doniambo. Dans le même temps, le cours du nickel au LME s'est effondré de 43,3 %, passant d'une moyenne de 16,9 \$/lb en 2007 à 9,6 \$/lb en 2008. Il reste toutefois nettement supérieur au cours de longue période (1992-2008) qui s'établit à 5,2 \$/lb. Entre 2000 et 2008, le poids des mattes dans les exportations augmente de 14 % à 18 % alors que la part du minerai baisse de 20 % à 15 %. Par ailleurs, les exportations de crevettes, après une année 2007 particulièrement mauvaise, ont augmenté en 2008 (+3,7 %), mais restent néanmoins à un niveau faible. Les exportations de thons ont progressé de 7,5 % en volume et de 27,7 % en valeur, profitant de l'appréciation des cours du yen (+6,9 %).

Tableau 5 : Données douanières-ISEE CAF/FAB par produit en Nouvelle-Calédonie

en milliards de F CFP	Exportations		Importations		Soldes	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Total (CAF/FAB) dont	183,9	109,5	244,1	262,2	-60,2	-152,7
Secteur agricole	0,5	0,6	2,6	3,4	-2,1	-2,8
IAA	2,1	2,2	24,0	27,0	-21,9	-24,8
Biens de consommation	0,7	0,4	28,2	30,9	-27,5	-30,5
Automobile	0,9	0,7	30,3	33,8	-29,4	-33,1
Biens d'équipement	1,3	1,4	50,0	48,2	-48,7	-46,8
Biens intermédiaires*	178,1	104,0	44,4	53,5	133,7	50,5
Energie	0,0	0,0	34,4	49,0	-34,4	-49,0
Autres	0,3	0,2	30,1	16,6	-29,8	-16,4

* dont minerai de nickel, ferro-nickels, mattes

Sources : Douanes-ISEE

La France métropolitaine demeure le premier fournisseur de la Nouvelle-Calédonie, avec 68,4 milliards de F CFP (26 % des importations ; tableau 6). Avec 44,6 milliards de F CFP (17 % des importations), Singapour, qui assure depuis 2002 l'intégralité des approvisionnements de la Nouvelle-Calédonie en hydrocarbures liquides, est le second fournisseur. Les « Autres pays de l'Union européenne », avec 42,5 milliards de F CFP (16 % des importations), se situent à la troisième position et précèdent l'Australie qui fournit pour 25,7 milliards de F CFP (10 %) de marchandises à la Nouvelle-Calédonie. La Chine est le cinquième fournisseur avec 15,9 milliards de F CFP (6 % des importations).

¹ Très proches en niveau de la ligne « Marchandises générales » de la balance des paiements (au traitement pour transfert de propriété près) puisque l'ISEE redresse également les données douanières sur la base des données de la DIMENC.

La France métropolitaine est le premier client de la Collectivité avec 22,6 milliards de F CFP (20,5 % des exportations). **Elle est suivie de près par le Japon**, deuxième client avec 22,3 milliards de F CFP (20,2 %). L'excédent avec le Japon enregistre une baisse de 19 milliards de F CFP, revenant à 13,6 milliards, et retrouve sa valeur de 2006. Les « Autres pays de l'Union européenne » se situent en troisième position avec 21,9 milliards de F CFP (19,9 % des exportations) ; Taïwan est quatrième avec 14,0 milliards de F CFP (12,7 % du total des exportations), suivi de l'Australie avec 7,7 milliards de F CFP (7 % du total des exportations). Les exportations en valeur vers l'Australie ont diminué de 10 % par rapport à l'année précédente, les ventes étant essentiellement constituées de minerai de nickel. La Chine et la Corée du Sud sont respectivement les sixième et septième clients de la Collectivité. Il convient de noter la forte progression des exportations vers la Corée du Sud, en raison des ventes de minerai de nickel intervenant dans le cadre d'un accord de partenariat entre un producteur calédonien et une société de raffinage coréenne.

Tableau 6 : Répartition des données douanières – ISEE CAF/FAB
par pays partenaire de la Nouvelle-Calédonie

	Exportations			Importations		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
France métropolitaine	20,6%	15,6%	20,5%	31,9%	26,6%	26,1%
Japon	18,4%	24,1%	20,2%	3,2%	3,0%	3,3%
Autres pays de l'Union européenne à 27	17,8%	20,4%	19,9%	15,8%	16,3%	16,2%
Taïwan	12,8%	13,1%	12,7%	0,6%	0,5%	0,4%
Australie	6,8%	5,2%	7,0%	9,5%	10,7%	9,8%
Chine	11,3%	12,1%	6,3%	5,0%	5,5%	6,1%
Corée du Sud	2,7%	0,3%	3,5%	2,6%	3,4%	2,4%
Etats-Unis	2,6%	2,6%	3,3%	3,5%	3,2%	3,9%
Nouvelle-Zélande	0,0%	0,1%	0,2%	4,7%	4,0%	4,0%
Singapour	0,0%	0,0%	0,0%	14,4%	13,6%	17,0%

N.B. : Les parts sont exprimées en valeur CAF/FAB

Sources : Douanes-Isee

5.2 Les services

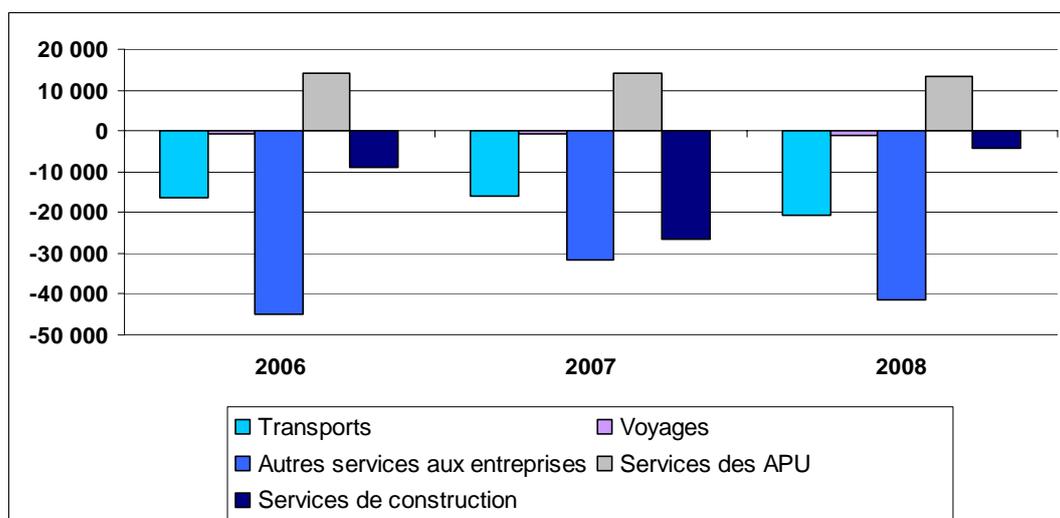
Le déficit des échanges de services entre la Nouvelle-Calédonie et l'extérieur s'est réduit de 3,6 milliards de F CFP en 2008, à - 64,3 milliards. Principal contributeur (en niveau) au déficit des échanges de services, le solde des autres services aux entreprises s'est nettement dégradé en 2008 (d'environ -9,5 milliards de F CFP), de même que celui des transports (-4,6 milliards de F CFP). En revanche, le solde des services de construction, autre contributeur traditionnellement important au déficit des échanges de services, s'est nettement redressé en 2008 (+22,5 milliards de F CFP). Enfin, le solde des services des administrations publiques, structurellement positif, est resté relativement stable en 2008 (-0,7 milliard de F CFP).

Tableau 7 : Echanges de services en Nouvelle-Calédonie

<i>en millions de F CFP</i>	Crédits			Débits			Soldes		
	2006 (1)	2007 (1)	2008	2006 (1)	2007 (1)	2008	2006 (1)	2007 (1)	2008
SERVICES	43 113	47 471	49 295	107 458	115 311	113 574	-64 345	-67 840	-64 279
dont									
Transports	7 393	12 171	11 407	23 921	28 070	31 924	-16 528	-15 899	-20 517
Voyages	11 629	12 388	12 347	12 253	13 012	13 651	-625	-624	-1 304
Services de construction	2 420	1 372	2 281	11 253	28 082	6 505	-8 833	-26 709	-4 224
Autres services aux entreprises	6 257	5 214	7 685	51 334	36 934	48 950	-45 077	-31 720	-41 266
Services des administrations publiques (APU)	14 149	14 236	13 893	89	61	446	14 060	14 174	13 447

(1) chiffres révisés

Graphique 4 : Evolution des principaux soldes des services
En millions de F CFP



5.2.1 Les transports

Les *transports* présentent un solde structurellement déficitaire (- 20,5 milliards de F CFP en 2008, après - 15,9 milliards en 2007).

Tableau 8 : Echanges de transports en Nouvelle-Calédonie

en millions de F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2006 (1)	2007 (1)	2008	2006 (1)	2007 (1)	2008	2006 (1)	2007 (1)	2008
TRANSPORTS	7 393	12 171	11 407	23 921	28 070	31 924	-16 528	-15 899	-20 517
Transports maritimes	2 473	3 550	2 036	12 547	15 273	16 751	-10 074	-11 724	-14 715
Transports aériens	4 920	8 622	9 371	11 374	12 797	15 173	-6 454	-4 175	-5 802

(1) chiffres révisés

- Les *transports maritimes*, déficitaires de 14,7 milliards de F CFP en 2008, concernent essentiellement les opérations de fret, c'est-à-dire l'acheminement de marchandises vers la Nouvelle-Calédonie et les expéditions hors du territoire, constituées essentiellement de nickel. Leur déficit se creuse de près de 3 milliards de F CFP par rapport à 2007, principalement en liaison avec la hausse des importations.

- Le déficit des *transports aériens* s'est accentué, à - 5,8 milliards de F CFP, après - 4,1 milliards en 2007 du fait de l'augmentation des dépenses.

Pour l'ensemble de la rubrique *transports*, la France métropolitaine est le principal partenaire de la Nouvelle-Calédonie, avec 26 % des flux en recettes et 52% des flux en dépenses. Les « Autres pays de l'Union européenne » constituent la première source de recettes des services de transports pour la Collectivité (45 %) et figurent au troisième rang des prestataires de services de transports envers la Nouvelle-Calédonie (9 %). L'Australie représente également un partenaire privilégié de la Nouvelle-Calédonie, avec 10 % des flux en recettes et 15 % des flux en dépenses.

Tableau 9 : Transports par pays partenaire de la Nouvelle-Calédonie

	Crédits			Débits		
	2006 (1)	2007 (1)	2008	2006 (1)	2007 (1)	2008
France métropolitaine	50%	51%	26%	62%	54%	52%
Australie	11%	12%	10%	15%	13%	15%
Autres pays de l'Union Européenne à 27	2%	2%	45%	4%	6%	9%
Japon	24%	11%	1%	4%	4%	5%
Nouvelle-Zélande	7%	8%	6%	6%	4%	5%
Etats-Unis	1%	8%	8%	5%	5%	5%

N.B. : Les données sont tirées des balances en règlements.

(1) chiffres révisés

5.2.2 Les voyages

Au crédit de la rubrique « voyages » figurent les dépenses des non-résidents en Nouvelle-Calédonie et au débit celles des résidents calédoniens à l'extérieur de la Collectivité, et ce quel que soit le motif du déplacement (voyages touristiques, d'affaires, sanitaire ou scolaire). Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont en revanche pas enregistrées sur cette ligne, mais avec les services de transports.

Depuis l'année dernière, les flux de voyage sont mesurés à partir de l'enquête tourisme de l'ISEE. L'utilisation de cette source d'information est conforme à la méthodologie de la Banque de France pour la balance des paiements de la France (hors Collectivités d'Outre-Mer).

L'estimation des recettes de la ligne « voyages » a été revue à la baisse par l'ISEE de 4,8 milliards de F CFP en 2007 (d'environ 17 milliards de F CFP à environ 12 milliards de F CFP), suite à la dernière campagne de l'enquête tourisme. En conséquence, les recettes pour l'année 2006 ont été rétropolées¹ pour tenir compte de cette révision.

En 2008, le déficit de la rubrique « voyages » s'est creusé de 680 millions de F CFP pour atteindre 1,3 milliard de F CFP. Cette évolution traduit une augmentation des dépenses de près de 5 % l'année dernière (à 13,6 milliards de F CFP), tandis que les recettes enregistrées sont restées stables à 12,3 milliards de F CFP.

Ces résultats sont cohérents avec l'évolution de la fréquentation touristique en Nouvelle-Calédonie, à savoir une stabilisation du nombre de visiteurs en 2008 à 103 672 (soit 1 % des 10,6 millions des touristes ayant visité l'Océanie l'année dernière). Cette évolution constitue plutôt un bon résultat dans un contexte où la zone Océanie a enregistré un recul du nombre de touristes de -1,5 % sur un an. Le nombre de croisiéristes a pour sa part continué d'augmenter, de près de 43 %, pour atteindre plus de 173 000, mais ce secteur demeure peu générateur de recettes pour le territoire, du fait du peu de temps passé sur ce dernier par ce type de visiteur. Parallèlement, le nombre de Calédoniens ayant séjourné à l'étranger a augmenté de 4,9 %, à 111 598. Pour la deuxième année consécutive, le nombre de touristes calédoniens ayant quitté le territoire est supérieur au nombre de touristes étrangers ayant visité la Nouvelle-Calédonie.

¹ En appliquant le taux de croissance précédemment estimé par l'ISEE.

5.2.3 Les services de construction

Les *services de construction* font apparaître en 2008 un solde déficitaire de 4,2 milliards de F CFP, contre un solde déficitaire de 26,7 milliards de F CFP en 2007. La fin de la construction de l'usine du Sud est principalement à l'origine de cette amélioration notable.

5.2.4 Les « autres services aux entreprises »

La rubrique « autres services aux entreprises » regroupe le négoce international, les frais d'études et de recherche, l'assistance technique, les frais de gestion (c'est-à-dire la participation des filiales ou succursales résidentes aux frais de gestion de leur maison mère non-résidente) et les services divers.

Le déficit de la rubrique s'est creusé en 2008, passant de -31,7 milliards de F CFP à -41,3 milliards de F CFP. Cette dégradation est principalement due aux dépenses engagées par des entités calédoniennes en liaison avec les projets métallurgiques.

Au total, le solde des « autres services aux entreprises » et des « services de construction » s'améliore, passant de -58,4 milliards de F CFP en 2007 à -45,5 milliards de F CFP en 2008, soit une réduction de 22 %.

5.2.5 Les services des administrations publiques

Les « services des administrations publiques » recensent principalement les dépenses de fonctionnement et d'investissement effectuées en Nouvelle-Calédonie par les Forces armées, considérées comme entité non résidente¹. Cette rubrique recense notamment la part des salaires des militaires versée localement et consommée localement, qui alimente par conséquent l'économie de la Collectivité.

Le solde de cette rubrique est ressorti excédentaire de 13,4 milliards de F CFP en 2008, en légère baisse par rapport à 2007 (-727 millions de F CFP).

¹ Toutefois, selon la méthodologie internationale, les dépenses budgétaires liées à l'activité des forces armées en Nouvelle-Calédonie, mais effectuées hors du territoire (par exemple la partie des traitements des militaires versés sur des comptes en métropole) ne doivent pas figurer dans la balance des paiements de la Collectivité.

5.3 Les revenus

Le poste « revenus » de la balance des paiements recouvre les revenus du travail (rémunérations des salariés) et les revenus des investissements (investissements directs, investissements de portefeuille et autres investissements). La rubrique « rémunérations des salariés » recense les salaires reçus de l'extérieur par des résidents calédoniens (en crédit) ou versés par des collectivités ou des entreprises résidentes à des non-résidents (en débit).

Le montant total des *salaires* reçus de l'extérieur par les résidents s'élève à 50,3 milliards de F CFP pour l'année 2008, proche du montant enregistré en 2007 (50,8 milliards de F CFP). Ces flux, qui représentent 16,7 % des crédits du compte de transactions courantes, proviennent quasi exclusivement de la France métropolitaine et concernent pour l'essentiel les rémunérations des agents des administrations publiques (47,9 milliards de F CFP en 2008).

Les *revenus des investissements* enregistrent un déficit de 1,8 milliard de F CFP en 2008, en réduction par rapport à celui enregistré en 2007 (à -4,5 milliards de F CFP), traduisant une amélioration d'un milliard de F CFP environ de chacune de ses trois composantes (revenus des investissements directs, revenus des investissements de portefeuille, revenus des autres investissements à savoir des prêts et des dépôts).

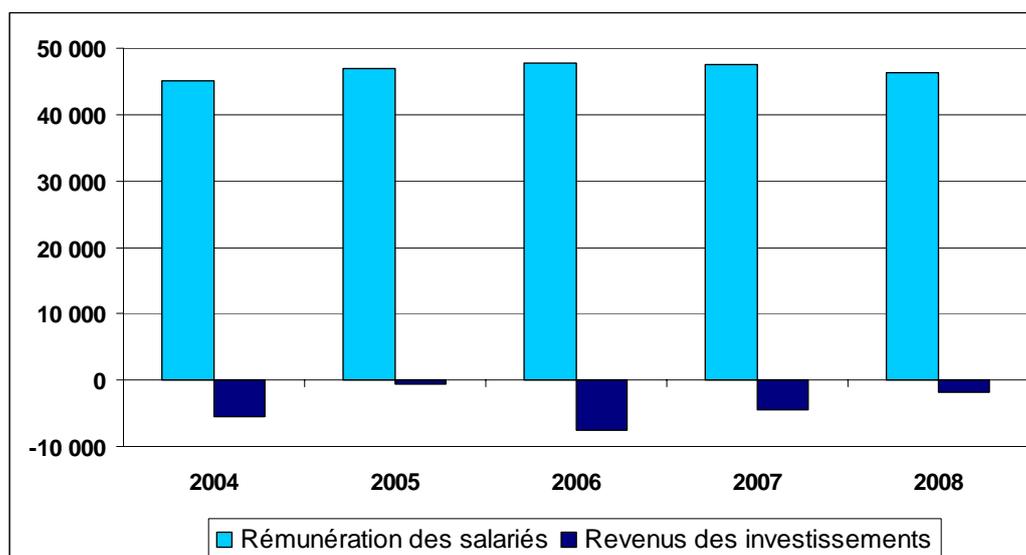
Tableau 10 : Balance des revenus en Nouvelle-Calédonie

en millions de F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2006 (1)	2007 (1)	2008	2006 (1)	2007 (1)	2008	2006 (1)	2007 (1)	2008
REVENUS	57 101	60 297	63 926	16 912	17 290	19 289	40 189	43 007	44 637
Rémunérations des salariés	50 739	50 765	50 321	3 021	3 241	3 911	47 719	47 525	46 410
Revenus des investissements	6 362	9 532	13 605	13 891	14 050	15 378	-7 529	-4 518	-1 773
- investissements directs	617	2 705	5 284	8 079	5 780	7 515	-7 462	-3 075	-2 231
- investissements de portefeuille	3 154	3 583	4 848	206	710	1 003	2 947	2 873	3 844
- autres investissements	2 591	3 244	3 473	5 606	7 560	6 860	-3 015	-4 316	-3 386

(1) chiffres révisés

Graphique 5 : Evolution des soldes des revenus

En millions de F CFP



5.4 Les transferts courants

Le poste « transferts courants » recense notamment les transferts (hors salaires) des administrations publiques et des collectivités territoriales, ainsi que les envois de fonds des travailleurs. Il inclut en particulier les prestations sociales (retraites notamment). Les transferts courants se différencient des flux financiers par le fait qu'ils modifient le niveau du revenu disponible.

Les montants recensés en ressources proviennent essentiellement des administrations publiques métropolitaines (majoritairement l'État) et financent les dépenses d'équipement (investissements, travaux d'infrastructures) et de fonctionnement des administrations publiques de la Collectivité. Ils comprennent également les versements de prestations sociales (retraites, etc.) par les organismes de sécurité sociale non-résidents.

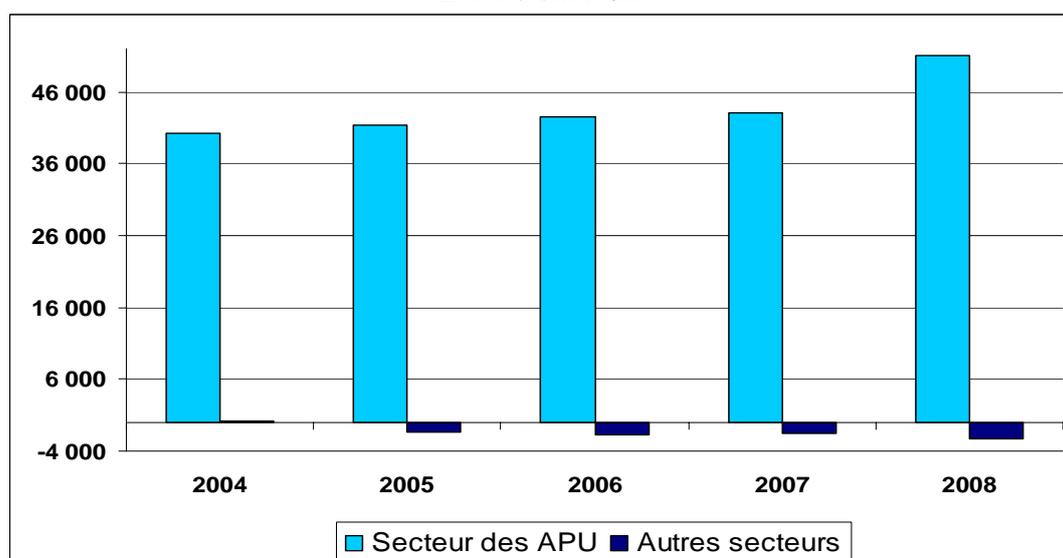
En 2008, la Nouvelle-Calédonie a reçu, en termes nets, 48,8 milliards de F CFP de transferts courants, soit une hausse de plus de 7 milliards de F CFP par rapport à 2007, principalement imputable au secteur des administrations publiques.

Tableau 11 : Balance des transferts courants en Nouvelle-Calédonie

en millions de F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2006 (1)	2007 (1)	2008	2006 (1)	2007 (1)	2008	2006 (1)	2007 (1)	2008
TRANSFERTS COURANTS	61 613	68 327	78 258	20 887	26 853	29 462	40 726	41 473	48 796
Secteur des administrations publiques	56 702	63 326	72 076	14 236	20 267	20 970	42 466	43 059	51 106
Autres secteurs	4 911	5 001	6 182	6 651	6 586	8 492	-1 740	-1 586	-2 310
- envois de fonds des travailleurs	348	276	483	1 753	1 604	1 495	-1 405	-1 328	-1 012
- autres transferts	4 563	4 724	5 699	4 898	4 982	6 997	-335	-258	-1 298

(1) chiffres révisés

Graphique 6 : Evolution des principaux soldes des transferts courants
En millions de F CFP



5.4.1 Le secteur des administrations publiques

Représentant près de 24 % des recettes du compte de transactions courantes, les transferts des administrations publiques ont atteint 72,1 milliards de F CFP en 2008, en hausse de 8,8 milliards de F CFP par rapport à l'année précédente (63,3 milliards de F CFP en 2007).

5.4.2 Les envois de fonds des travailleurs

La rubrique « envois de fonds des travailleurs » retrace, en débit, les montants transférés à l'étranger et dans le reste de la France par les travailleurs étrangers et métropolitains exerçant durablement leur activité professionnelle et résidant en Nouvelle-Calédonie et, en crédit, les envois de fonds de Calédoniens travaillant et résidant hors de Nouvelle-Calédonie.

En 2008, 1,5 milliard de F CFP ont été transférés à ce titre hors de la Nouvelle-Calédonie, tandis que 0,5 milliard ont été « rapatriés » par des Calédoniens exerçant leur activité à l'extérieur de la Nouvelle-Calédonie. Ces flux concernent principalement la France métropolitaine.

5.4.3 Les autres transferts

Les « autres transferts » recouvrent des opérations de nature très hétérogène, notamment les indemnités d'assurance sur marchandises et la partie des primes d'assurances sur marchandises non retenue dans la rubrique « services » (la part retenue dans cette dernière est celle correspondant aux commissions). Sont également recensés dans cette ligne les dons, collectes et secours en faveur de personnes physiques ou morales. Dans les « autres transferts » des « autres secteurs » ne figurent pas, en revanche, les flux relatifs aux primes et aux indemnités d'assurance-vie qui sont classés dans la rubrique « Autres investissements » des « autres secteurs » du compte financier (après déduction de la part correspondant au coût du service classée en services d'assurance).

Le solde des autres transferts est déficitaire et s'établit à 1,3 milliard de F CFP en 2008, contre un solde déficitaire de 258 millions de F CFP en 2007.

VI - Le compte de capital

Ce compte de la balance des paiements regroupe toutes les opérations de transferts en capital, telles que les remises de dettes des administrations publiques et des autres secteurs (essentiellement le secteur bancaire), qui ont leur contrepartie dans le compte financier.

Dans la mesure où aucune opération de ce type n'a été recensée en balance des paiements depuis 1998, seule la ligne « Autres transferts des autres secteurs », qui correspond à des transferts de migrants au titre de la liquidation de biens meubles ou immeubles à la suite d'un changement de résidence, est renseignée (1,6 milliard de F CFP de recettes et 1,5 milliard de dépenses en 2008).

VII – Le compte financier

Le compte financier enregistre les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements, ventilés en avoirs et en engagements, par secteur institutionnel (autorités monétaires, administrations publiques, banques et autres secteurs).

Le compte financier fait apparaître en 2008 des entrées nettes de capitaux pour un montant de 117 milliards de F CFP, principalement en raison des investissements directs en Nouvelle-Calédonie dans le contexte des projets d'usines métallurgiques.

Les investissements directs (ID) des entreprises étrangères en Nouvelle-Calédonie sont soutenus. Ils ont atteint en 2008 un total de 226 milliards de F CFP après 210 milliards en 2007. Le solde net des ID se traduit par une entrée de 120 milliards de F CFP en Nouvelle-Calédonie.

Les investissements de portefeuille ont enregistré un solde positif en 2008, les résidents ayant procédé au cours de l'année à des ventes nettes de titres de non-résidents pour 17,6 milliards de F CFP.

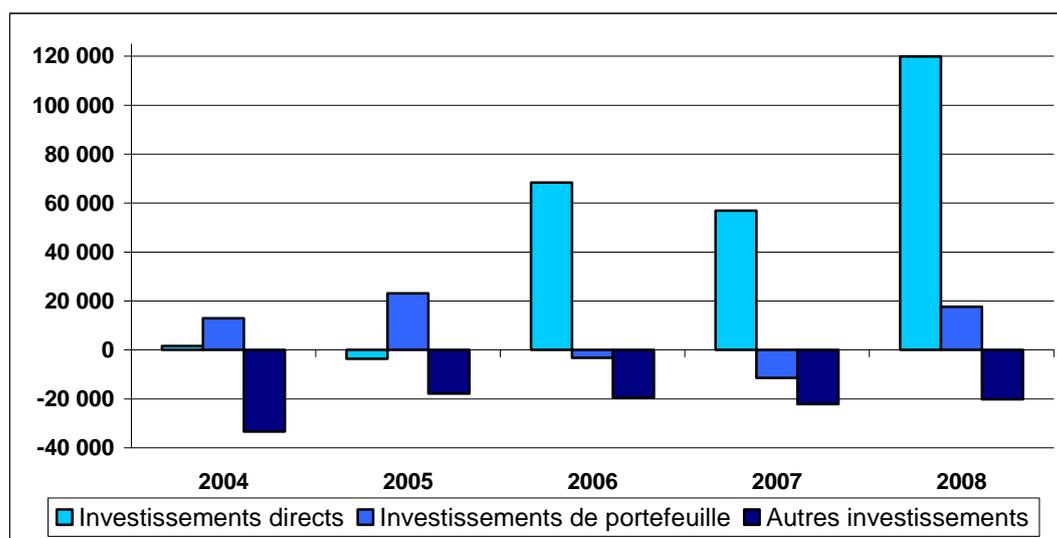
Tableau 12 : Compte financier de la balance des paiements de Nouvelle-Calédonie

<i>en millions de F CFP</i>	Crédits			Débits			Soldes		
	2006 (1)	2007 (1)	2008	2006 (1)	2007 (1)	2008	2006 (1)	2007 (1)	2008
COMPTE FINANCIER	530 091	671 818	776 427	484 463	648 583	659 041	45 628	23 235	117 385
Investissements directs	168 965	215 777	231 362	100 613	158 884	111 482	68 351	56 894	119 880
- Nouvelle-Calédonie à l'étranger	1 769	5 319	5 293	4 674	5 918	12 858	-2 905	-599	-7 566
- Extérieur en Nouvelle-Calédonie	167 195	210 458	226 070	95 939	152 966	98 624	71 256	57 492	127 446
Investissements de portefeuille	65 780	89 762	121 526	69 017	101 256	103 883	-3 238	-11 495	17 643
- Avoirs (opérations des résidents sur titres émis par des non-résidents)	65 780	89 762	121 526	69 017	101 256	103 883	-3 237	-11 494	17 643
Autres investissements	295 347	366 279	423 538	314 833	388 443	443 677	-19 486	-22 164	-20 139
- Avoirs	268 671	320 162	372 660	287 836	339 762	385 617	-19 165	-19 600	-12 957
- Engagements	26 675	46 117	50 878	26 997	48 681	58 060	-321	-2 564	-7 182

(1) chiffres révisés

Graphique 7 : Evolution des soldes du compte financier

En millions de F CFP



7.1 Les investissements directs

Les « investissements directs » désignent les opérations effectuées par des investisseurs afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir (ou de liquider) une influence dans sa gestion ou la capacité de l'exercer. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. En deçà de ce seuil, les opérations sur actions sont classées dans les investissements de portefeuille. Les investissements directs comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise investie, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées (dont opérations de prêt, flux de trésorerie). L'acquisition (ou la vente) d'un bien immobilier est également considérée comme une opération d'investissement direct.

7.1.1 Evolution globale

Les investissements directs se soldent en 2008 par des entrées de 120 milliards de F CFP, contre 57 milliards en 2007 (cf. tableau 13). Cette augmentation traduit la forte hausse des investissements directs reçus en Nouvelle-Calédonie (+70 milliards de F CFP en termes nets), compensée très partiellement par la progression des investissements directs sortants (+7 milliards de F CFP en termes nets), en particulier immobiliers.

Tableau 13 : Soldes des investissements directs en Nouvelle-Calédonie

en millions de F CFP	2006 (1)	2007 (1)	2008	Var. 08/07
Soldes des IDE	68 351	56 894	119 880	62 987
Solde IDE entrants (+)	71 256	57 492	127 446	69 954
- Capital social	7 593	-159	4 202	4 361
- Autres opérations	63 663	57 651	123 244	65 592
Solde IDE sortants (-)	-2 905	-599	-7 566	-6 967
- Capital social	-3 180	-284	-7 706	-7 421
- Autres opérations	275	-314	140	454

(1) chiffres révisés

Les investissements directs extérieurs en Nouvelle-Calédonie (IDE entrants) font apparaître un solde créditeur de 127,5 milliards de F CFP contre 57,5 milliards en 2007. Cette augmentation résulte principalement de la hausse des flux de prêts et de dépôts intragroupes nets reçus (« autres opérations » dont le solde augmente de près de 66 milliards de F CFP) dans le cadre des projets métallurgiques en cours (usines du Sud et du Nord). Les flux nets entrants au titre des opérations en capital social ont également progressé (de plus de 4 milliards de F CFP), mais pèsent relativement peu dans le solde des IDE nets entrants.

Les flux d'investissements directs de la Nouvelle-Calédonie à l'étranger (IDE sortants) sont en hausse, à 7,6 milliards de F CFP en 2008 contre 0,6 milliards en 2007. Cette progression tient en grande partie à la hausse des investissements immobiliers (baisse des cessions de biens immobiliers étrangers et augmentation des achats de biens immobiliers étrangers par les Calédoniens).

La répartition géographique montre qu'en 2008 les *investissements directs de la Nouvelle-Calédonie à l'étranger* ont majoritairement concerné la France métropolitaine (98 % des crédits et 45 % des débits) et l'Australie (1 % des crédits et 20 % des débits).

Les *investissements directs de l'étranger en Nouvelle-Calédonie* en 2008 ont concerné principalement la France métropolitaine (49 % des crédits et 85 % des débits), le Canada (42 % des crédits) et l'Australie (7 % des crédits et 5 % des débits). En termes nets, la plus forte contribution positive a été apportée par le Canada en liaison avec les projets métallurgiques (cf. tableau 15).

Tableaux 14 et 15 : Répartition géographique des investissements directs entrants/sortants de Nouvelle-Calédonie

en millions de F CFP			en millions de F CFP		
Investissements directs calédoniens à l'étranger			Investissements directs de l'étranger en Nouvelle-Calédonie		
Solde (crédits-débits)	2007 (1)	2008	Solde (crédits-débits)	2007 (1)	2008
Australie	-1 433	-2 499	Canada	86 805	94 397
Pays de l'Union européenne à 27	2 162	-787	Australie	2 848	12 021
dont France métropolitaine	2 332	-1 351	Pays de l'Union européenne à 27	-35 578	25 148
Nouvelle-Zélande	-472	-693	dont France métropolitaine	-35 881	26 838
Etats-Unis	-985	-2 383	Etats-Unis	194	-142
Japon	-2	0	Japon	233	53
Canada	-3	0	Nouvelle-Zélande	30	-233
Autres pays	134	-1 204	Autres pays	2 962	-3 797
Total	-599	-7 566	Total	57 492	127 446

7.1.2 Les investissements immobiliers

En 2008, les investissements immobiliers effectués par des résidents calédoniens à l'étranger du territoire ont représenté 45 % du total des *investissements directs de la Nouvelle-Calédonie à l'étranger* pour les achats et plus de 25 % pour les ventes.

En revanche, les investissements immobiliers des non-résidents en Nouvelle-Calédonie demeurent marginaux par rapport au total des *investissements directs de l'étranger en Nouvelle-Calédonie*.

Tableau 16 : Investissements immobiliers de la Nouvelle-Calédonie

<i>en millions de F CFP</i>	Crédits		Débits		Soldes	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Investissements directs						
de la Nouvelle-Calédonie à l'extérieur	5 319	5 293	5 918	12 858	-599	-7 566
<i>dont investissements immobiliers</i>	5 285	1 300	4 605	5 744	681	-4 444
de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie	210 458	226 070	152 966	98 624	57 492	127 446
<i>dont investissements immobiliers</i>	716	4 746	474	619	241	4 127

La France métropolitaine est au premier rang des investissements immobiliers des résidents calédoniens en 2008 (31 % des achats et 82 % des ventes), l'Australie se situant au deuxième rang (44 % des achats).

De leur côté, les achats immobiliers en Nouvelle-Calédonie proviennent principalement de France métropolitaine (95 % des achats et 29 % des ventes), d'Australie (32 % des ventes) et de Nouvelle-Zélande (18 % des ventes).

Tableaux 17 et 18 : Répartition géographique des investissements immobiliers

Investissements immobiliers de la Nouvelle-Calédonie à l'extérieur en 2008			Investissements immobiliers de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie en 2008		
<i>en millions de F CFP</i>	Montants	Part en %	<i>en millions de F CFP</i>	Montants	Part en %
Achats (débits)			Achats (crédits)		
Pays de l'Union européenne à 27	1 845	32	Pays de l'Union européenne à 27	4 684	99
<i>dont France métropolitaine</i>	1 794	31	<i>dont France métropolitaine</i>	4 507	95
Australie	2 549	44	Australie	0	0
Nouvelle-Zélande	628	11	Nouvelle-Zélande	0	0
Canada	0	0	Canada	0	0
Etats-Unis	8	0	Etats-Unis	0	0
Autres pays	714	12	Autres pays	62	1
Total Achats	5 744	100	Total Achats	4 746	100
Ventes (crédits)			Ventes (débits)		
Pays de l'Union européenne à 27	1 178	91	Pays de l'Union européenne à 27	187	30
<i>dont France métropolitaine</i>	1 060	82	<i>dont France métropolitaine</i>	177	29
Australie	73	6	Australie	196	32
Nouvelle-Zélande	0	0	Nouvelle-Zélande	112	18
Canada	0	0	Canada	4	1
Etats-Unis	10	1	Etats-Unis	31	5
Autres pays	39	3	Autres pays	89	14
Total Ventes	1 300	100	Total Ventes	619	100

7.2 Les investissements de portefeuille

Les « investissements de portefeuille » distinguent les opérations (achats ou ventes) des résidents sur titres émis hors de la Collectivité (avoirs) et les opérations (achats ou ventes) des non-résidents sur titres émis par des entités résidentes (engagements). Un solde débiteur des avoirs signifie que les achats par les résidents de titres émis hors de la Collectivité ont été supérieurs aux ventes. Un solde créditeur des engagements indique que les achats de titres émis par des entités calédoniennes ont été supérieurs aux ventes.

En pratique, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie recense quasi exclusivement les achats ou ventes par les résidents calédoniens de titres émis hors de la Collectivité – tels que actions et parts d’OPCVM, titres de dette (obligations, instruments du marché monétaire) –, en particulier par des entités métropolitaines.

En 2008, les résidents calédoniens ont procédé à des ventes nettes de titres émis par les non-résidents pour 17,6 milliards de F CFP, alors qu’ils avaient effectué des achats nets de 11,5 milliards en 2007.

7.3 Les autres investissements

Le poste « autres investissements », ventilé en avoirs et engagements des résidents, puis, pour chacune de ces catégories, par nature d’opération et par secteur institutionnel (« IEOM » – auparavant noté « autorités monétaires », « administrations publiques », « secteur bancaire » et « autres secteurs »), comprend tous les flux financiers qui ne sont ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des avoirs de réserve.

En 2008, la ligne « autres investissements » s’est soldée par des sorties nettes à hauteur de 20,1 milliards de F CFP, soit un ordre de grandeur comparable aux sorties nettes enregistrées l’année précédente (-22,2 milliards de F CFP). Les « autres secteurs » contribuent majoritairement à ces sorties.

Tableau 19 : Autres investissements (opérations de prêts-dépôts)
en Nouvelle-Calédonie (soldes)

<i>en millions de F CFP</i>	2006 (1)	2007 (1)	2008
Autres investissements	-19 486	-22 164	-20 139
Avoirs	-19 165	-19 600	-12 957
Engagements	-321	-2 564	-7 182
IEOM et administrations publiques	-9 678	-10 077	2 524
Avoirs	-6 685	-6 443	5 596
Engagements	-2 993	-3 634	-3 072
Secteur bancaire	2 753	16 138	-8 232
Avoirs	55	-2 290	-7 531
Engagements	2 698	18 428	-701
Autres secteurs	-12 562	-28 226	-14 431
Avoirs	-12 535	-10 868	-11 022
Engagements	-26	-17 358	-3 409

(1) chiffres révisés

7.3.1 Les avoirs de l'IEOM

Les mouvements figurant sur la rubrique des « avoirs de l'IEOM » retracent l'ensemble des transferts publics et privés avec la France métropolitaine qui s'effectuent par l'intermédiaire du compte d'opérations de l'IEOM.

Principale composante des *autres investissements*, les avoirs de l'IEOM ont fait apparaître en 2008 un flux net créditeur de 5,6 milliards de F CFP, c'est-à-dire une diminution des avoirs à l'extérieur de la Nouvelle-Calédonie. En 2007, le solde était débiteur de 6,4 milliards de F CFP.

7.3.2 Les engagements des administrations publiques

Un enregistrement au crédit des « engagements des administrations publiques » correspond à une augmentation des emprunts à l'extérieur, par exemple auprès d'établissements tels que l'Agence française de développement, Dexia ou la Caisse des dépôts et consignations. Une inscription au débit signifie, au contraire, une diminution des emprunts.

En 2008, les engagements des administrations publiques résidentes ont diminué de 3 milliards de F CFP, ce qui signifie qu'elles ont diminué leur endettement vis-à-vis de l'extérieur.

7.3.3 Les avoirs et engagements du secteur bancaire

L'analyse des « avoirs et des engagements du secteur bancaire » permet d'observer l'évolution de la position « dépôts-crédits » du système bancaire local à l'égard de l'extérieur. Pour les avoirs, une inscription en débit correspond à une augmentation de la trésorerie placée hors de Nouvelle-Calédonie ou à une hausse des concours accordés à la clientèle non-résidente. Pour les engagements, une inscription en crédit traduit une augmentation des emprunts du secteur bancaire local à l'extérieur ou une progression des dépôts des non-résidents auprès du secteur bancaire local.

En 2008, les avoirs des établissements de crédit hors de Nouvelle-Calédonie ont augmenté de 7,5 milliards de F CFP alors que leurs engagements hors de Nouvelle-Calédonie ont diminué de 701 millions de F CFP. Ces évolutions font ainsi apparaître une amélioration de 8,2 milliards de F CFP de la position extérieure nette des établissements de crédit en 2008, c'est-à-dire une diminution du refinancement à l'extérieur.

L'évolution du solde des avoirs et des engagements du secteur bancaire vis-à-vis de l'extérieur mesuré en balance des paiements peut différer de l'évolution de la position extérieure nette bancaire par ailleurs établie par l'IEOM (statistiques monétaires) en raison de différences de champs :

- en balance des paiements, l'ensemble des avoirs et engagements du secteur bancaire est retracé (opérations interbancaires et opérations avec la clientèle), alors que les statistiques monétaires ne couvrent que les opérations interbancaires ;
- en balance des paiements, le secteur bancaire inclut l'Office des postes et télécommunications (OPT) mais exclut les sociétés financières (prises en compte dans les « autres secteurs ») contrairement aux statistiques monétaires.

7.3.4 Les autres secteurs

En 2008, les *autres secteurs* – entreprises et ménages – ont augmenté de 11 milliards de F CFP leurs avoirs à l'extérieur. Leurs engagements ayant diminué de 3,4 milliards de F CFP, leur position nette s'est par conséquent améliorée de 14,4 milliards de F CFP en 2008.

7.4 Les avoirs de réserve

L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), qui joue le rôle de banque centrale en Nouvelle-Calédonie, ne détient ni stock d'or ni Droits de Tirage Spéciaux (DTS) et ne constitue pas de réserves auprès du Fonds monétaire international (FMI). Par conséquent, il n'y a pas lieu de faire apparaître le poste « avoirs de réserve » dans la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie.

VIII – Les erreurs et omissions nettes

Les principes d'enregistrement en balance des paiements impliquent une égalité du total des débits et du total des crédits recensés. Toutefois, la présence d'un poste d'ajustement est rendue nécessaire par le fait que les inscriptions au crédit et au débit ne sont pas effectuées simultanément à l'occasion de chaque transaction, à l'aide d'un seul document, comme l'exigerait un véritable système de comptabilité en partie double. En effet, compte tenu du périmètre concerné, c'est-à-dire tous les agents économiques résidents du territoire, la balance des paiements est alimentée à partir de documents comptables ou statistiques variés. Des erreurs ou des oublis de déclaration peuvent se produire, ainsi que des écarts provoqués par des décalages d'enregistrement d'une période à une autre ou par des variations de cours de change.

Le poste « *erreurs et omissions nettes* » de la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie présente en 2008 un solde négatif de 11,2 milliards de F CFP, soit environ 1,5 % du PIB, contre 0,9 milliard l'année précédente.

BALANCE DES PAIEMENTS EN TRANSACTIONS DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

<i>En millions de F CFP</i>	Crédits			Débits			Soldes		
	2006 (1)	2007 (1)	2 008	2006 (1)	2007 (1)	2 008	2006 (1)	2007 (1)	2 008
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES.....	289 732	362 653	302 031	329 094	385 298	408 281	-39 362	-22 645	-106 250
BIENS.....	127 905	186 558	110 552	183 837	225 843	245 955	-55 933	-39 285	-135 403
Marchandises générales.....	127 667	185 633	108 516	181 732	223 870	239 489	-54 065	-38 237	-130 973
données douanières.....	113 858	167 245	110 361	188 609	232 051	247 797	-74 751	-64 806	-137 436
corrections.....	13 809	18 387	-1 845	-6 877	-8 182	-8 308	20 686	26 569	6 463
Avitaillement.....	226	896	2 025	2 076	1 958	6 461	-1 850	-1 062	-4 435
Travail à façon et réparations.....	12	30	11	30	15	6	-18	14	5
SERVICES.....	43 113	47 471	49 295	107 458	115 311	113 574	-64 345	-67 840	-64 279
Transports.....	7 393	12 171	11 407	23 921	28 070	31 924	-16 528	-15 899	-20 517
maritimes.....	2 473	3 550	2 036	12 547	15 273	16 751	-10 074	-11 724	-14 715
aériens.....	4 920	8 622	9 371	11 374	12 797	15 173	-6 454	-4 175	-5 802
Voyages.....	11 629	12 388	12 347	12 253	13 012	13 651	-625	-624	-1 304
Services de communication.....	490	169	133	2 062	820	945	-1 572	-651	-812
Services de construction.....	2 420	1 372	2 281	11 253	28 082	6 505	-8 833	-26 709	-4 224
Services d'assurances.....	139	145	112	2 045	2 486	2 629	-1 905	-2 341	-2 517
Services financiers.....	11	372	806	9	155	133	2	217	673
Services d'informatique et d'information.....	28	39	105	411	592	2 110	-383	-552	-2 005
Redevances et droits de licence.....	131	25	43	144	247	387	-13	-222	-344
Autres services aux entreprises.....	6 257	5 214	7 685	51 334	36 934	48 950	-45 077	-31 720	-41 266
Négoce international.....	852	2 207	1 955	935	597	5 811	-84	1 610	-3 856
Autres services commerciaux.....	747	675	951	4 234	4 604	5 280	-3 487	-3 930	-4 329
Locations.....	1 015	358	191	772	876	1 033	243	-518	-843
Services divers aux entreprises.....	3 643	1 974	4 588	45 393	30 856	36 826	-41 750	-28 882	-32 238
Services personnels, culturels et récréatifs.....	467	1 338	483	3 938	4 853	5 894	-3 471	-3 514	-5 411
Services audiovisuels et annexes.....	82	1 209	244	623	171	107	-541	1 037	137
Autres services personnels.....	385	130	239	3 315	4 681	5 787	-2 930	-4 552	-5 549
Services des administrations publiques.....	14 149	14 236	13 893	89	61	446	14 060	14 174	13 447
REVENUS.....	57 101	60 297	63 926	16 912	17 290	19 289	40 189	43 007	44 637
Rémunération des salariés.....	50 739	50 765	50 321	3 021	3 241	3 911	47 719	47 525	46 410
Revenus des investissements.....	6 362	9 532	13 605	13 891	14 050	15 378	-7 529	-4 518	-1 773
investissements directs.....	617	2 705	5 284	8 079	5 780	7 515	-7 462	-3 075	-2 231
investissements de portefeuille.....	3 154	3 583	4 848	206	710	1 003	2 947	2 873	3 844
Autres.....	2 591	3 244	3 473	5 606	7 560	6 860	-3 015	-4 316	-3 386
TRANSFERTS COURANTS.....	61 613	68 327	78 258	20 887	26 853	29 462	40 726	41 473	48 796
Secteur des administrations publiques.....	56 702	63 326	72 076	14 236	20 267	20 970	42 466	43 059	51 106
Autres secteurs.....	4 911	5 001	6 182	6 651	6 586	8 492	-1 740	-1 586	-2 310
envois de fonds des travailleurs.....	348	276	483	1 753	1 604	1 495	-1 405	-1 328	-1 012
autres transferts.....	4 563	4 724	5 699	4 898	4 982	6 997	-335	-258	-1 298
COMPTE DE CAPITAL.....	1 072	1 234	1 591	705	888	1 504	367	346	87
Transferts en capital.....	1 072	1 234	1 591	705	888	1 504	367	346	87
Acquisitions d'actifs non financiers.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0

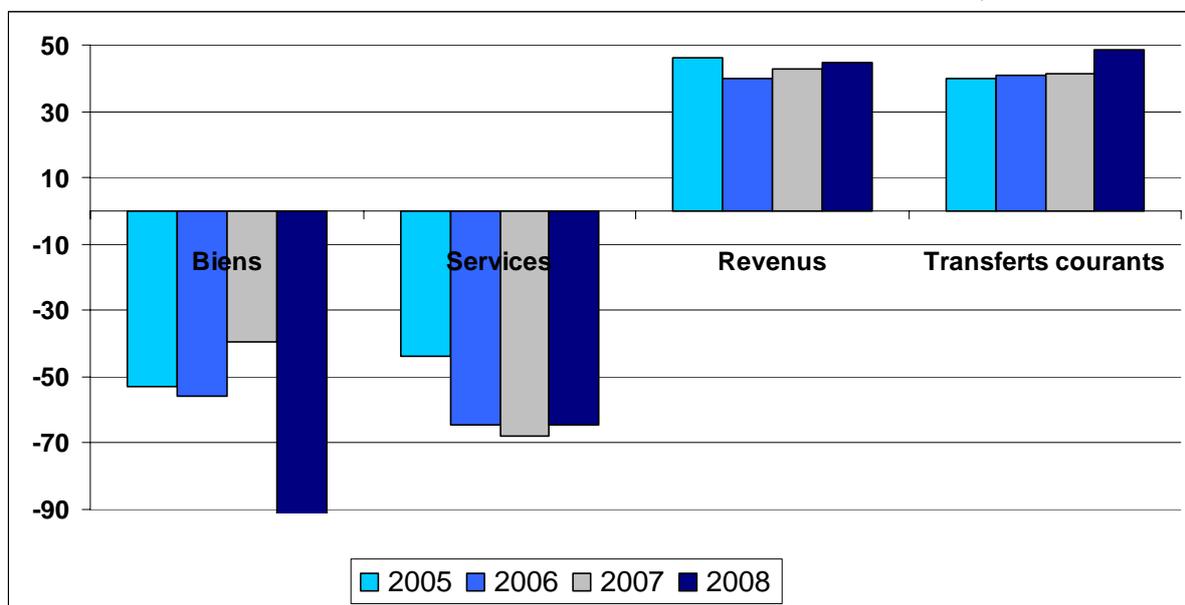
BALANCE DES PAIEMENTS EN TRANSACTIONS DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

<i>En millions de F CFP</i>	Crédits			Débits			Soldes		
	2006 (1)	2007 (1)	2 008	2006 (1)	2007 (1)	2 008	2006 (1)	2007 (1)	2 008
COMPTE FINANCIER.....	530 091	671 818	776 427	484 463	648 583	659 041	45 628	23 235	117 385
Investissements directs.....	168 965	215 777	231 362	100 613	158 884	111 482	68 351	56 894	119 880
Nouvelle-Calédonie à l'étranger.....	1 769	5 319	5 293	4 674	5 918	12 858	-2 905	-599	-7 566
Capital social.....	1 448	5 309	1 373	4 628	5 594	9 078	-3 180	-284	-7 706
Autres opérations.....	321	10	3 920	46	324	3 780	275	-314	140
Extérieur à Nouvelle-Calédonie.....	167 195	210 458	226 070	95 939	152 966	98 624	71 256	57 492	127 446
Capital social.....	7 912	744	5 040	319	903	838	7 593	-159	4 202
Autres opérations.....	159 283	209 714	221 029	95 620	152 063	97 785	63 663	57 651	123 244
Investissements de portefeuille.....	65 780	89 762	121 526	69 017	101 256	103 883	-3 238	-11 494	17 643
Avoirs (résid. / titres émis par des non-résid.).....	65 780	89 762	121 527	69 017	101 256	103 883	-3 237	-11 494	17 643
Emissions.....	0	12	31	19 575	14 302	18 425	-19 575	-14 290	-18 394
Négociations.....	8 968	2 380	3 624	49 442	86 940	85 428	-40 474	-84 560	-81 804
Remboursements.....	56 811	87 369	117 871	0	14	30	56 811	87 355	117 841
Autres Investissements.....	295 347	366 279	423 538	314 833	388 443	443 677	-19 486	-22 164	-20 139
Avoirs.....	268 671	320 162	372 660	287 836	339 762	385 617	-19 165	-19 600	-12 957
IEOM.....	211 413	253 935	301 226	218 098	260 377	295 630	-6 685	-6 443	5 596
Administrations publiques.....	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Secteur bancaire.....	18 426	23 425	20 465	18 371	25 714	27 996	55	-2 290	-7 531
Autres secteurs.....	38 832	42 802	50 929	51 368	53 670	61 991	-12 535	-10 868	-11 062
Autres avoirs.....	0	0	40	0	0	0	0	0	40
Engagements.....	26 675	46 117	50 878	26 997	48 681	58 060	-321	-2 564	-7 182
Prêts.....	26 675	46 117	50 870	26 997	48 681	58 060	-321	-2 564	-7 189
IEOM.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques.....	3 770	3 546	4 190	6 763	7 180	7 270	-2 993	-3 634	-3 079
Secteur bancaire.....	13 421	35 228	37 054	10 723	16 800	37 755	2 698	18 428	-701
Autres secteurs.....	9 485	7 343	9 626	9 511	24 701	13 035	-26	-17 358	-3 409
Autres engagements.....	0	0	8	0	0	0	0	0	8
.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ERREURS ET OMISSIONS NETTES.....	0	0	0	6 632	936	11 222	-6 632	-936	-11 222
TOTAL GENERAL.....	820 894	1 035 704	1 080 048	820 894	1 035 704	1 080 048	0	0	0

(1) chiffres révisés

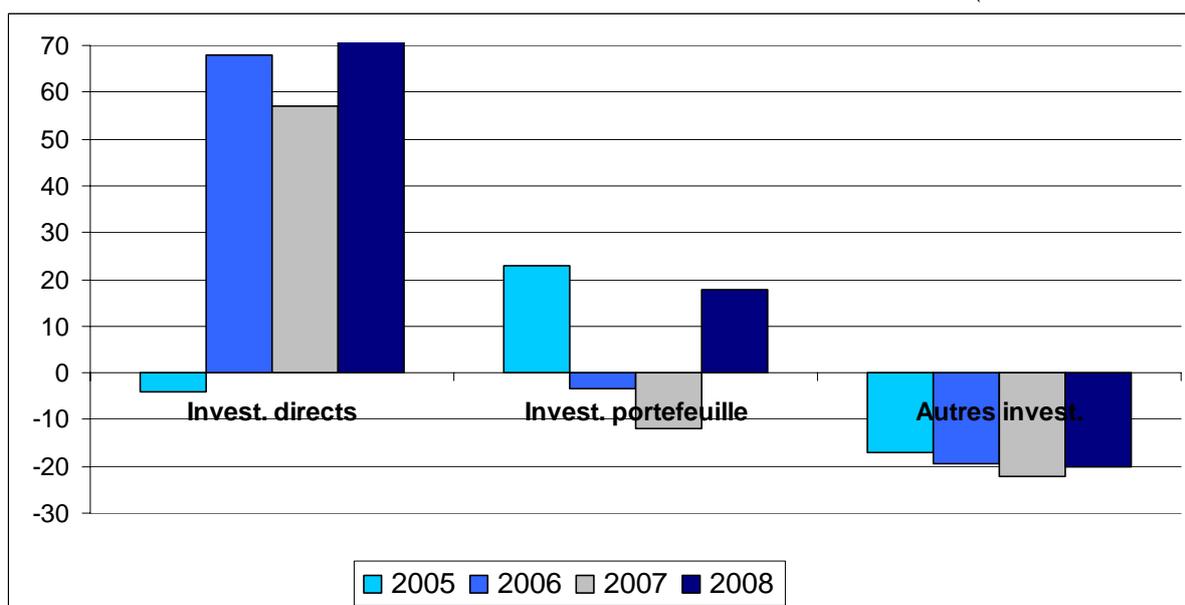
Soldes du compte de transactions courantes

(En milliards de F CFP)

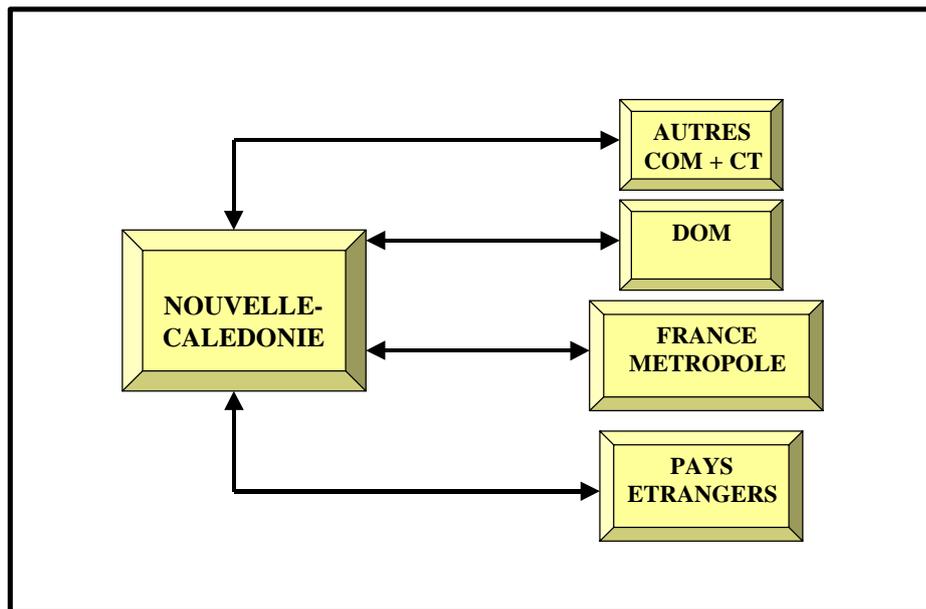


Soldes du compte financier

(En milliards de F CFP)



**PERIMETRE DE DECLARATION DE LA BALANCE
DES PAIEMENTS**



INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Thierry BELTRAND
Éditeur : IEOM – Établissement public

Agence de Nouméa

19, rue de la République
B. P. 1758
98845 NOUMEA
E-mail : agence@ieom.nc
Tél. (00.687) 27.58.22
Fax (00.687) 27.65.53

Siège

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Site internet : www.ieom.fr
Tél. (00.33) 1.53.44.41.41
Fax (00.33) 1.44.87.99.62

Achévé d'imprimer en octobre 2009
Dépôt légal : octobre 2009 - N° ISSN 1761-7561